



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
10 rue des Salenques  
09000 Foix

Foix, le 14/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MGM SABLIERES REUNIES**

Lieu dit Encaulet  
2 chemin d'encaulet  
31620 Castelnau-D'estrétefonds

Références : 2025/59-60  
Code AIOT : 0006800296

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement MGM SABLIERES REUNIES implanté Bordebasse Encaulet 31620 Castelnau-d'Estrétefonds. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MGM SABLIERES REUNIES
- Bordebasse Encaulet 31620 Castelnau-d'Estrétefonds
- Code AIOT : 0006800296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MGM Sablières Réunies exploite sur le territoire de la commune de Castenau d'Estretfond une carrière de matériaux alluvionnaire. Cette carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 31 Juillet 2015 pour une durée de 20 ans et une extraction moyenne de 750 000 t/an.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Demande d'action corrective	8 jours
4	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
7	Remblayage carrières stabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I	Demande d'action corrective	3 mois
8	Remblayage carrières déchets utilisables	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
3	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
5	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
6	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
9	RNDTS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués le jour de la visite montrent que la procédure d'acceptabilité et d'accueil des matériaux inertes est globalement respectée. Cependant, le conducteur d'engins en charge de l'accueil et du contrôle sur la plateforme des matériaux inertes reçu ne procède pas aux vérifications qui lui incombent. Cet écart doit être corrigé dans les plus brefs délais.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.

**Prescription contrôlée :**

I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets ;
- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- des déchets non pelletables ;
- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- des déchets radioactifs.

II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le panneau indiquant les déchets acceptables et les déchets refusés n'était pas présent à l'entrée du site.

L'exploitant a expliqué qu'il possédait ce panneau mais ne l'avait pas encore mis en place.

Interrogé sur les types de déchets acceptables, le personnel du pont bascule a pu, sans difficulté, expliquer les déchets autorisés et les contrôles à effectuer.

La procédure présentée reprend bien la liste des déchets autorisés en remblaiement.

La visite de la plateforme a cependant montré la présence de matériaux non inertes de type gaine électriques et ferrailles dans les remblais en petites quantités éparses.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit sous un délai de 8 jours procéder à la mise en place de l'affichage des matériaux acceptés et refusés en entrée de son site ou à défaut au niveau de la bascule.

L'exploitant doit améliorer le tri des matériaux non inertes en petite quantité dans les remblais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 jours

**N° 2 :** Procédure acceptation préalable

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a consulté la procédure d'acceptation des inertes. Cette dernière contient l'ensemble des éléments demandés et est régulièrement mise à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Document préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>

<b>Constats :</b>
Lors de la visite, l'inspection des installations classées a consulté par sondage les documents d'acceptation préalable (DAP). Ces derniers étaient correctement remplis. Leur validation est effectuée par le service QSE de la société MGM Sablières Réunies.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Admission déchargement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<b>Constats :</b>
<p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les chargements faisaient l'objet d'un contrôle documentaire et visuel en entrée de site par le personnel du pont bascule. Cependant l'inspection a noté que l'angle de la caméra ne permettait pas d'avoir une vision globale du chargement et obligeait un contrôle par défilement.</p> <p>Sur la plateforme de déchargement, l'inspection a constaté que les contrôles visuels n'étaient pas effectués, ce qui explique la présence de matériaux non inertes en quantité limités dans les remblais.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant doit, sous un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• modifier l'angle de vue de la caméra pour permettre une vision d'ensemble de chaque chargement. Si le personnel de bascule souhaite conserver la caméra actuelle, l'exploitant installera une autre caméra pour avoir les 2 angles de vision,</li> <li>• rappeler au conducteur de bull présent sur la plateforme que le contrôle visuel est obligatoire et veiller à ce qu'il respecte les consignes. A défaut, un changement d'opérateur devra être envisagé.</li> <li>• effectuer un nettoyage de la plateforme afin de retirer les matériaux non inertes en quantités dispersées présents.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Accusé d'acceptation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant délivre à chaque chargement, un bon d'acceptation reprenant les informations demandées au présent article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Registre d'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :  - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission.  Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant disposait d'un registre de suivi des matériaux acceptés. ce registre est disponible sur support informatique. Un registre papier des refus est également tenu ; y sont annexés le bon d'acceptation rayé et le motif du refus. la consultation du registre des refus montre que de nombreux chargements refusés proviennent du même producteur/ entrepreneur, la société CASSIN TP. Une surveillance accrue des chargements de ce producteur est nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Remblayage carrières stabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas noté de traces d'instabilité au niveau des zones remblayées. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats de la surveillance des eaux souterraines. Ces derniers appellent les remarques suivantes de la part de l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le sens d'écoulement de la nappe n'est pas précisé, rendant ainsi difficile de déterminer quels sont les piézomètres amont et aval ;</li> <li>• l'emplacement de certains piézomètres doit être justifié. En effet, au vu du sens d'écoulement indiqué par l'exploitant, certains piézomètres sont situés en position latérale hydraulique de la carrière et/ou les uns par rapport aux autres et ne présentent qu'un intérêt limité pour la surveillance des eaux souterraines.</li> </ul> Les résultats des analyses ne présentent pas d'écart significatifs entre l'amont et l'aval.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit pour la prochaine campagne de mesures veiller à ce que le sens d'écoulement de nappe soit défini par le laboratoire intervenant pour les prélèvements.  Une chronique des hauteurs d'eau depuis le début des mesures doit être effectuée et comparée aux fluctuations du réseau de surveillance ADES du BRGM afin de vérifier l'absence d'impact sur les écoulements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Remblayage carrières déchets utilisables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;</li> <li>- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions</li> </ul>



d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a noté la présence de boues de centrales à bétons sur la plateforme de mise en remblaiement. Du fait de l'emploi d'adjuvants dans cette activité, l'exploitant doit procéder à la vérification du caractère inerte de ces déchets avant de les accepter. Cette vérification peut soit être à la charge de l'exploitant soit à celle du producteur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit veiller à ce que l'ensemble des déchets acceptés présentent un caractère inerte et effectuer les vérifications nécessaires pour s'en assurer.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : RNDTS

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :  1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;  2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;  3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;  4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;  5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.  A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production,

l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

**Constats :**

L'exploitant a expliqué qu'il renseignait mensuellement le registre national des déchets, des terres excavées et des sédiments (RNDTS).

**Type de suites proposées :** Sans suite